Finance Watch veut devenir le contre-lobby de la finance

Le député européen écologiste, Pascal Canfin, vient d'annoncer le lancement d'un [contre-lobby de la finance](#) au niveau européen. Intitulé Finance Watch, le projet est la suite d'une idée lancée en 2010. Selon Pascal Canfin, sur [son blog](#) « (...) la structure devrait être opérationnelle concrètement au printemps pour commencer avant l'été son activité fondée sur trois piliers: la contre-expertise, la communication grand public et le lobbying. Et dès janvier 2012, Finance Watch espère bénéficier d'un budget de 2 millions d'euros pour une équipe d'une dizaine de personnes, installée à Bruxelles. La moitié du financement pourrait être apportée par la Commission européenne. Ce budget qui peut paraître ambitieux à première vue ne l'est pas tant que ça si on considère les enjeux et les forces en présence face à la société civile: banques, compagnies d'assurance... Il faut que Finance Watch ait les moyens de ses ambitions pour être un véritable contre-lobby à l'industrie financière ».

[youtube]<http://www.youtube.com/watch?v=fVIEzjelGaE>[/youtube] (L'interview de P. Canfin débute à partir d'une minute sur cette vidéo)

Un site est déjà en fonction, bien que peu alimenté : <http://www.finance-watch.org/> Pour l'heure, il s'agit plus d'une intention et il faudra juger sur pièce de la nature des actions et des résultats de ce contre-lobby. Néanmoins, cela témoigne d'une prise de conscience qu'un jeu se joue avec les règles en vigueur à défaut de pouvoir les agir, ou d'en avoir envie.

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/xf5iv2_pascal-canfin-appelle-a-un-greenpea_news[/dailymotion]

De fait, ce contre-lobby se veut un contre-pouvoir [au monde la finance](#) dont la crise de ces deux dernières années montre la toute puissance puisqu'après avoir initié la crise, en libérant le crédit de manière éhontée, il s'est payé sur la bête via les aides d'Etat, et retrouve des niveaux de profit équivalents à ceux de l'avant-crise, sans que les règles qui lui sont imposées ne bougent d'un iota. Cela s'appelle du grand art.

Class-actions

Dans une démocratie, le pouvoir est encadré par des contre-pouvoirs officiels, l'exécutif face au législatif, la presse, la justice. Si les deux premiers ont bien souvent des accointances, les deux derniers souffrent aujourd'hui de ne pas disposer de suffisamment de libertés. La presse encadrée par ses propres propriétaires, qui, en France du moins, sont généralement des industriels qui s'achètent ainsi de l'influence, devient moins impertinente, moins irrévérencieuse, quoique tout espoir n'est pas permis en la matière; la justice dont l'indépendance est trop souvent remise en question. Manque celui des consommateurs-citoyens. Quelques associations, telle l'UFC-Que Choisir, défendent ce principe d'un combat consumériste pour équilibrer le rapport de force et influencer sur le mode de fonctionnement de nos économies occidentales. Leur combat porte sur les *class-actions*, cette capacité juridique, aujourd'hui impossible en France, pour une entité de représenter juridiquement un ensemble plus vaste de personnes.

Pour préserver l'intérêt général, il est bon de ne pas les laisser aux mains d'intérêts particuliers qui défendent ardemment leur point de vue, "parfois avec légitimité", dit Pascal Canfin, les grandes décisions politico-économiques qui agissent sur notre quotidien. Finance Watch n'est peut-être pas la panacée, mais constitue l'un des éléments d'un réseau qui reste encore à construire de réappropriation par les citoyens, qui sont la raison d'être des Etats, de leur propre destin.

NB. On peut regretter que pour l'heure le terme anglophone de "Finance Watch" soit choisi. Il pourrait y avoir également "Finance responsable". L'intérêt de l'anglais étant d'être compris dans nombre de pays européens, je propose quant à moi l'acronyme WTF pour Watch the Finance utilisable également avec les trois seules lettres qui ont le mérite d'être très claires pour exprimer l'opinion de nombre d'européens à l'égard de l'irresponsabilité éthique, on peut même ajouter morale, de

nombre de financiers.